

TUNISIE NOUVELLES STARTS

JEUNE AFRIQUE

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 54^e année • n° 2754 • du 20 au 26 octobre 2013

jeuneafrique.com

SÉNÉGAL
KARIM WADE
SA VIE
EN PRISON

MAROC
LE RETOUR
DES TECHNOS

ENQUÊTE
DANS LES
COULISSES
DU PRIX
MO-IBRAHIM

INTERVIEW EXCLUSIVE

LAKHDAR BRAHIMI

« En Syrie, il n'y a qu'un seul vainqueur: Israël »

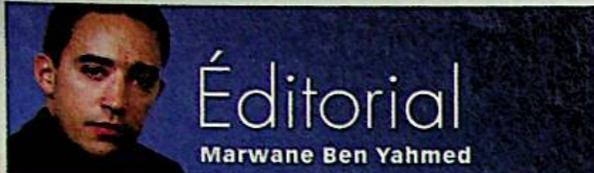
À un mois de l'ouverture à Genève des négociations de la dernière chance, **le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe** livre son analyse d'une guerre dévastatrice pour la région.

M 01936 - 2754 - F. 3,50 €



ÉDITION INTERNATIONALE ET MAGHREB & MOYEN-ORIENT

France 3,50 € • Algérie 180 DA • Allemagne 4,50 € • Autriche 4,50 € • Belgique 3,50 € • Canada 5,95 \$ CAN • Danemark 35 DKK • DOM 4 €
Espagne 4 € • Éthiopie 65 birrs • Finlande 4,50 € • Grèce 4,50 € • Italie 4 € • Maroc 23 DH • Mauritanie 1 100 MRO • Norvège 45 NK • Pays-Bas 4 €
Portugal cont. 4 € • RD Congo 5,50 \$ US • Royaume-Uni 3,50 £ • Suisse 5,90 FS • Tunisie 3,30 DT • USA 6,50 \$ US • Zone CFA 1 700 F CFA • ISSN 1950-1285



Éditorial
Marwane Ben Yahmed

Douce France...

DRÔLE DE SÉQUENCE en ce mois d'octobre, révélatrice de l'ambivalence française. Bienvenue chez Janus. Il y a d'abord la « vague » Front national (FN) et le « séisme » de Brignoles. Une petite bourgade du Var où les Le Pen et associés ont toujours enregistré de bons résultats, et qui donne au FN, lors – faut-il le rappeler – d'une simple élection cantonale, l'occasion de plastronner grâce à la victoire d'un homme que ses anciens petits camarades décrivent comme un passionné de Hitler et de Goebbels...

Le même jour, à Marseille, la sénatrice socialiste Samia Ghali remporte haut la main le premier tour de la primaire PS pour les municipales de 2014. Que de chemin parcouru depuis son enfance dans la cité Bassens, l'une des plus dégradées des quartiers Nord, où ses parents ont débarqué d'Algérie. Une femme, qui plus est d'origine maghrébine : joli symbole, même si l'aventure ne va pas plus loin.

Quelques jours plus tard, nouvel épisode significatif. L'interpellation d'une lycéenne kosovare dans un bus scolaire et sa reconduction vers son pays d'origine. La gauche face à ses contradictions, Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur, comparé à Sarkozy, Hortefoux ou Guéant. Cruel... On finit même par marcher sur la tête quand Marine Le Pen évoque une « maladresse » : il eût fallu agir autrement, nous explique l'héritière ripolinée d'un parti qui ne fait plus peur... La France expulse à tour de bras, crée des « prisons DHL » et des tribunaux d'exception dans ses aéroports pour se débarrasser en un tournemain de ses clandestins, mais n'a pas perdu sa capacité à s'indigner et à se mobiliser pour défendre une autre conception de la nation, jadis patrie des droits de l'homme et des Lumières. L'émotion suscitée par cette affaire révèle aussi la complexité d'une opinion publique peut-être lassée de voir toujours stigmatisées les minorités les plus vulnérables, souvent par calcul basement politicien.

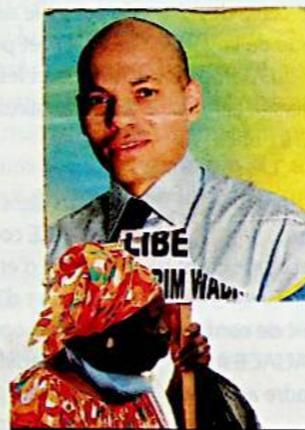
Une séquence qui illustre à merveille le débat qui agite le pays : se recroqueviller sur soi, ériger des barricades et provoquer la confrontation, ou s'ouvrir, chercher à comprendre l'autre et œuvrer à l'édification, conformément à l'idéal républicain, d'une société – nécessairement nouvelle – plurielle, prospère et fraternelle. D'un côté, les membres de la Finkielkraut Connection, leur antienne sur l'identité nationale, leurs éruptions crétinisantes et leurs fabriques à clichés sur les « envahisseurs », l'intégration, les jeunes des quartiers défavorisés, le voile islamique. De l'autre, tous ceux qui ont mieux à faire que de regretter – ou que de vouloir ressusciter – la France d'il y a cinquante ans. Et qui considèrent que l'évolution d'une société, en partie née de brassages ou d'apports extérieurs, n'est pas un inéluctable appauvrissement mais un enrichissement. Ça va mieux en le disant... ●

Sommaire

PHOTOS DE COUVERTURES :
AFRIQUE SUBSAHARIENNE : VINCENT FOURNIER/J.A.
ÉDITION MAGHREB & MOYEN-ORIENT ET INTERNATIONALE :
AFP PHOTO/ALAIN GROSCLAUDE
ÉDITION TUNISIE : ONS ABID, HICHEM



10 INDICE MO-IBRAHIM L'EXCELLENCE N'A PAS DE PRIX
La fondation a publié son palmarès 2013 de la bonne gouvernance en Afrique. Mais, pour la quatrième fois en sept ans, aucun ancien dirigeant n'a été distingué.



32 SÉNÉGAL
LA VIE À L'OMBRE

Chaque lundi, à la prison de Rebeuss, Karim Wade reçoit : politiciens, chefs religieux... Le reste de la semaine, dit-on, l'ancien « super-ministre » mène une existence pieuse et laborieuse. Pour préparer son retour ?

3 **Ce que je crois** Par Béchir Ben Yahmed
8 **Confidentiel**

10 LA SEMAINE DE JEUNE AFRIQUE

10 **Indice Mo-Ibrahim** L'excellence n'a pas de prix
14 **Abdel Fattah al-Sissi** Sûr de lui et dominateur
15 **Romelu Lukaku** Un Diable au paradis
16 **Tchad** Monsieur Frère
17 **Palestine** Dis maman, comment on fait les bébés ?
17 **Rwanda** Les tribulations de Tribert
18 **Algérie** Coucou !
23 **Cancer du sein** « Serial killer »
24 **Tour du monde**

26 GRAND ANGLE

26 **Interview** Lakhdar Brahimi, médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie

32 AFRIQUE SUBSAHARIENNE

32 **Sénégal** Karim Wade, la vie à l'ombre
35 **Tribune** L'avenir nous sourit

GRAND ANGLE

26
Lakhdar Brahimi

« En Syrie, il n'y a qu'un seul vainqueur : Israël »

À un mois de l'ouverture à Genève des négociations de la dernière chance, le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe livre son analyse d'une guerre dévastatrice pour la région.

36 **Niger** Hama en a marre
37 **Afrique du Sud** Tout un programme
38 **Cameroun** Une de perdue...
39 **Justice** Transférez-moi !

40 MAGHREB & MOYEN-ORIENT

40 **Maroc** Benkirane II, enfin !
43 **Mauritanie** Christian Pietri, Africain 2.0
44 **Football** Alger dribble Al-Jazira
45 **Tunisie** Nouvelles stars

50 EUROPE, AMÉRIQUES, ASIE

50 **Argentine** Cristina lâche la barre
53 **États-Unis** Kym Worthy, l'implacable
54 **Italie** Il a désarçonné le Cavalière !
56 **Parcours** Saïd Hamich, marier l'art et l'oseille
57 **Russie** Chasse au faciès

58 ÉCONOMIE

58 **Droit des affaires** Les Africains montent en puissance
64 **Les indiscrets**

45

TUNISIE NOUVELLES STARS

Issus de la société civile, de la classe politique ou du monde des médias, ils auront marqué la transition démocratique amorcée au lendemain de l'élection de la Constituante, il y a tout juste deux ans.



50

ARGENTINE CRISTINA LÂCHE LA BARRE

Opérée d'urgence à la suite d'un mystérieux traumatisme crânien, la présidente est en convalescence pour un mois. Son absence en pleine campagne électorale est fâcheuse.

58

DROIT DES AFFAIRES LES AFRICAINS MONTENT EN PUISSANCE

Dans les grands cabinets parisiens, seule une poignée de juristes originaires du continent occupe des postes de premier plan. Mais les juniors y sont de plus en plus nombreux.

72

LITTÉRATURE LE LION BLANC

À 65 ans, Henning Mankell partage sa vie entre le Mozambique et sa Suède natale. Son dernier roman retrace l'histoire d'une jeune Européenne patronne du plus gros bordel de l'ex-colonie portugaise à l'orée du XX^e siècle.

66 **Énergie** Symbion Power veut profiter de l'aubaine Obama
68 **Agroalimentaire** André Siaka prépare sa sortie
70 **Libye** Ces banques qui ne servent à rien
71 **Baromètre**

72 CULTURE & MÉDIAS

72 **Littérature** Henning Mankell, le lion blanc
75 **Chroniques** À bride abattue
76 **La semaine culturelle de Jeune Afrique**
78 **Photographie** Regards croisés

88 VOUS & NOUS

88 **Le courrier des lecteurs**
90 **Post-scriptum**

LIBYE

Ces banques qui ne servent à rien

Les établissements du pays ne manquent pas de liquidités. Pourtant, ils accordent très peu de crédits. Et la nouvelle loi prévoyant le passage à la finance islamique d'ici à 2015 n'arrange rien.



▲ La Banque centrale attend toujours la nomination de son nouveau gouverneur.

L'enlèvement du Premier ministre, Ali Zeidan, dans la nuit du 9 au 10 octobre (il a été libéré le 10), a momentanément fait oublier le retard pris par les autorités dans la nomination du nouveau gouverneur de la Banque centrale et de son adjoint, qui devait avoir lieu le mois dernier. Pour l'heure, Saddek Omar Ali el-Kaber, en poste depuis novembre 2011, est toujours aux commandes de l'institution émettrice, où sommeillent des dizaines de milliards de dinars libyens de dépôts des banques commerciales. Cet ancien dirigeant de la première banque publique du pays, Al Jumhuriya, a préparé le terrain pour son successeur en relançant la machine après la révolution et en récupérant une partie des avoirs gelés à l'étranger.

Le prochain grand argentier du pays aura, lui, la lourde tâche

de moderniser et de développer un secteur bancaire composé de seize acteurs et jugé « étroit » par des économistes du Fonds monétaire international (FMI). Les raisons ? Pour la Banque africaine de développement (BAD), « le système financier libyen reste sous-développé et très concentré, avec près de 90 % des actifs bancaires détenus par les établissements publics ». Parmi eux figure notamment Al Jumhuriya, dont les actifs dépassent 12 milliards d'euros.

Au-delà des milliards qu'ils placent en dépôt à la Banque centrale et qui leur rapportent des intérêts, les établissements se rémunèrent par des commissions sur des transactions internationales réalisées par le secteur public et les quelques importateurs privés évoluant dans le pays. Mais ils prêtent peu. Certes, entre 2011 et 2012, la proportion des

crédits en pourcentage des dépôts a progressé, passant de 21,7 % à 23,6 %, d'après la Banque centrale. Mais elle reste faible. « Le système bancaire libyen ne contribue que très marginalement au financement de l'économie nationale, souligne Laurent Gonnet, expert en finance pour la Banque mondiale dans la zone Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Et les banques privées n'ont aucun avantage à proposer des liquidités aux entreprises. »

CHARIA. Pour ne rien arranger, un autre grain de sable est venu enrayer une machine financière déjà bien grippée. En janvier, le Congrès national général (Parlement) a voté une loi qui proscribit les taux d'intérêt à partir de 2015. Cette décision a été prise sans aucune concertation, laissant très peu de temps aux établissements pour s'adapter. Résultat : ceux-ci ont encore resserré le robinet du crédit, dont le débit était déjà bien faible. Un comité chargé de vérifier la compatibilité des produits avec les normes de la finance islamique a été instauré, mais pour l'heure, seul Al Jumhuriya a lancé des produits conformes à la charia. Pour les autres acteurs, l'incertitude reste totale.

« Le système est paralysé depuis l'adoption de la loi, car les banques sont dans le flou. Il faudrait cinq ans pour s'adapter au modèle de la finance islamique. Cela passe par de nouveaux logiciels, des évolutions logistiques et des formations pour le personnel, explique un banquier libyen. Et nous ne savons pas encore si la finance traditionnelle continuera à exister à côté de la finance islamique, comme en Arabie saoudite. » Une possibilité réclamée par certains acteurs – dont Amen Bank for Commerce & Investment, la première banque privée du pays –, qui éviterait de réviser les crédits en cours.



23,6 %

C'est le (faible) ratio des crédits par rapport aux dépôts en 2012

SOURCE : BANQUE CENTRALE

PHOTO: ALJALAMY

BERNABÉ CI

La hausse devrait reprendre en 2014



L'ACTION Bernabé CI fait partie de celles qui ont enregistré les plus fortes progressions à la Bourse d'Abidjan ces deux dernières années. De 25 500 F CFA (38,9 euros) à la fin de 2011, le titre du spécialiste ivoirien de la distribution de matériaux de construction est passé à 50 000 F CFA un an plus tard.

Principale raison de cette belle performance : la relance de l'économie du pays, avec d'importants investissements publics consacrés aux infrastructures et à la construction. Dans ce secteur où la plupart des fournisseurs (environ 80 %) évoluent dans l'informel, Bernabé CI, avec son activité bien structurée et son système de

distribution efficace, a su tirer profit de cette embellie. Au titre de son exercice 2012, la société a distribué un dividende de 5 450 F CFA à ses actionnaires (+ 19,78 % par rapport à l'exercice précédent).

Mais depuis le début du second semestre 2013, on constate une certaine stagnation, et le titre a même connu une baisse de 17 % par rapport à sa valeur de fin juin. Le marché a intégré que les investissements publics atteignent un plafond et que l'activité commence à ralentir, la plupart des projets financés par l'État arrivant à maturité. Les résultats semestriels du groupe le confirment d'ailleurs : le chiffre d'affaires reste relativement stable, à 18 milliards de F CFA (+ 1 %), tandis



Hermann Boua

Responsable de la recherche chez Hudson & Cie

que le résultat avant impôt s'est établi à 1,3 milliard de F CFA.

Mais d'après nos prévisions, à partir de 2014, les investissements privés devraient prendre le relais – la plupart des infrastructures encore en chantier devant être livrées –, alimentant un certain regain d'activité dans la construction. Ainsi, le titre Bernabé CI devrait connaître une nouvelle période de hausse et pourrait atteindre 75 000 F CFA. » ●



Le pays a en outre demandé l'assistance technique de la Banque mondiale pour développer son système de paiement, encore archaïque, ainsi que les réglementations prudentielles. La procédure devrait débuter début 2014.

PRUDENCE. En dépit des mesures de libéralisation partielle lancées en 2007, les banques privées restent dans l'ombre de leurs consœurs publiques, ce qui contribue à décourager les investisseurs étrangers. L'exemple de BNP Paribas est frappant. En 2007, le groupe a pris une participation de 19 % dans Sahara Bank, deuxième établissement privé du pays, pour 145 millions d'euros. Depuis, la révolution a conduit à l'évacuation du personnel expatrié et BNP Paribas n'a pas augmenté sa participation dans le capital de la banque libyenne, alors que l'accord de cession lui en offrait la possibilité. Pour le groupe français comme pour le portugais Banco Espírito Santo (BES), qui a acquis 40 % d'Amen Bank for Commerce & Investment en 2010, la prudence est de rigueur.

Pour les autorités aussi : « Des groupes internationaux font du lobbying pour obtenir des licences et venir en Libye, mais c'est encore prématuré. Nous sommes en période de transition », a récemment déclaré le gouverneur de la Banque centrale. Le britannique HSBC ou le français Société générale ont par exemple des bureaux de représentation commerciale dans le pays depuis quelques années, en attendant éventuellement d'accéder au marché. Mais dans l'immédiat, il semble y avoir peu de chances que de nouveaux acteurs étrangers (dont la participation dans le capital des établissements libyens est limitée à 49 %) soient autorisés à s'implanter. Dommage : la BAD estime que « la Libye pourrait bénéficier de l'expertise de groupes étrangers et devrait encourager les investissements des banques internationales ». ●

RYADH BENLAHRECH